



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement social

dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Dominican Leadership Conference et UNANIMA, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Les changements climatiques et leur impact sur le développement social aujourd'hui

Introduction

Quel que soit le domaine prioritaire sur lequel on axe ses efforts de sensibilisation – personnes handicapées ou âgées, famille, peuples autochtones –, les changements climatiques se dressent sur la voie de la réussite de ces entreprises et représentent une sérieuse menace pour le tissu social, l'économie et le peuple d'une nation. Dans le rapport des Nations Unies daté d'avril 2015 intitulé « Les effets des changements climatiques sur la jouissance et effective des droits de l'homme », John Knox, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement, et quatre autres rapporteurs ont qualifié les changements climatiques de menace grave pour les droits de l'homme.

Il n'y a pas longtemps, la Syrie a connu une sécheresse qui a duré plusieurs années. Les populations rurales se sont enfuies vers les villes, l'instabilité sociale s'en est suivie et la guerre civile a éclaté. La guerre a ravagé le pays et ses populations, contraignant de nombreuses personnes à l'exil interne et provoquant une crise migratoire ç l'échelle mondiale, ainsi que d'autres conséquences telles que la pauvreté, la mort et les souffrances. Cette crise est la parfaite illustration de l'interaction entre les trois « dimensions » du processus post-Rio.

Par la présente déclaration, nous souhaitons montrer que la réalité du changement climatique est intimement liée aux problématiques du développement social, livrer quelques exemples et formuler des recommandations. La réunion du Groupe d'experts (juillet 2015) tenue en prélude à la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social a relevé une évolution des contextes et de la définition des priorités en matière de développement social, notant que les changements climatiques et leurs incidences négatives font partie de ces conditions qui changent et qui doivent être prises en considération pour repenser le développement social. Les articulations qui doivent être renforcées entre les dimensions sociale et environnementale du développement durable concernent le rapport entre les changements climatiques et l'alimentation, l'énergie, l'insécurité hydrique et leurs impacts sociaux.

Le dialogue électronique organisé en préparation à la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social a établi un lien entre les inégalités croissantes, la pauvreté persistante et l'insécurité alimentaire et hydrique d'une part et les facteurs environnementaux tels que les incidences aggravées des changements climatiques d'autre part. Il a préconisé une approche holistique, le décloisonnement et un changement de paradigme dans la façon dont les concepteurs de politiques commencent à aborder le développement social. L'impact de la dégradation de l'environnement sur le bien-être social est de plus en plus considéré comme une tendance et un défi nouveaux. À l'issue du dialogue électronique, il a été reconnu que « la dégradation de l'environnement a un impact direct sur la conception de la politique sociale qui doit tenir compte de la politique environnementale et plus particulièrement d'une meilleure compréhension des conséquences des changements climatiques sur les groupes et les sociétés ».

Présentation de l'intérêt que nos ONG accordent aux changements climatiques

Les questions de développement social qui sont au cœur des efforts de plaidoyer de nos deux ONG sont l'eau et les changements climatiques, notamment en ce qu'ils touchent les femmes et les enfants, les pauvres et les victimes de la traite des êtres humains et les migrants ou les réfugiés.

Qu'ils se manifestent par la sécheresse ou les inondations, les déplacements de populations, l'accroissement de la pauvreté et les migrations massives, les changements climatiques affectent tous ces groupes. Les femmes et les enfants sont les catégories les plus touchées par la pauvreté et le trafic d'être humains. Ce sont eux qui vivent les affres de la condition de réfugiés ou de migrants. Dans les pays en développement, ce sont ceux qui puisent de l'eau et qui vivent dans des conditions sanitaires désastreuses en raison de l'absence de services d'assainissement. La pauvreté et la migration favorisent le trafic illicite de personnes parce que les familles désespérées doivent nourrir leurs enfants. Ainsi tous ces phénomènes sont liés.

Voix des petites gens

Outre les membres de nos ONG qui sont pris dans la crise syrienne, ceux qui sont dans d'autres pays font état de souffrances causées par des tempêtes de plus en plus violentes, dues aux changements climatiques, et de leurs conséquences sur les familles, les personnes handicapées et âgées, les jeunes et les pauvres.

L'un de nos groupes au Sri Lanka a décrit la situation dans ce pays après que le passage dévastateur du tsunami en 2004. Les familles déplacées des plages de Negombo ont été provisoirement installées dans une école gérée par une organisation religieuse. Pour apporter une solution durable en termes de logements sûrs loin de la côte, deux ONG ont collaboré avec les pouvoirs publics pour construire un complexe résidentiel appelé Boscopura qui offrait des logements sûrs aux familles nécessiteuses déplacées suite au tsunami.

Cependant, ces familles ne pouvaient plus pratiquer la pêche, qui était leur moyen de subsistance traditionnel. Les plages des pêcheurs sont devenues un pôle d'activité pour le trafic de stupéfiants, les jeux de hasard et la prostitution. Même si l'enseignement primaire gratuit était assuré pour les enfants, la réputation de Boscopura (bâti à proximité d'un cimetière sur une ancienne décharge) et le fait que l'école n'était pas officiellement agréée ont compromis les chances des enfants d'accéder à de bonnes écoles plus tard. Les enfants ont commencé à abandonner les études et à travailler dans des usines de confection, s'éloignant ainsi de leur mode de vie traditionnel, et le chômage était le lot des adultes. Quelques hommes sont partis travailler comme pêcheurs sur d'autres îles. Des familles ont été brisées. Les gens n'avaient pas le sentiment d'être chez eux (« on avait l'impression d'être en prison », a déclaré l'un d'eux). Comme les logements ne leur appartenaient pas, les habitants n'en prenaient pas soin et les lieux étaient bruyants, insalubres et peu agréables. Les habitants de Boscopura ont perdu leur mode de vie et de travail.

La fréquence accrue de tempêtes de plus en plus violentes est une conséquence des changements climatiques. Autre pays durement touché par les changements climatiques : les Philippines. À l'heure actuelle, un demi-million de Philippins se remettent du désastre causé par le typhon Koppu, le douzième ouragan enregistré en 2015 dans un pays exposé constamment aux inondations, aux glissements de terrain

et aux dommages causés aux infrastructures. Des flancs entiers de coteaux continuent de s'effondrer dans des galeries de mines abandonnées. Selon nos sources sur place, les gens n'ont plus l'énergie nécessaire pour surmonter des tempêtes successives, même s'ils sont de plus en plus conscients des interventions d'urgence nécessaires.

Il s'avère par conséquent que les populations sur le terrain peuvent nous apprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas. Les populations doivent être associées aux processus d'élaboration des politiques. Lorsque les pays font face aux ravages environnementaux, les ONG caritatives peuvent apporter une expérience de terrain et la connaissance des structures sociales et de la culture des populations concernées. Les scientifiques, les ingénieurs et les économistes, qui sont mieux placés pour concevoir des solutions à long terme aux problèmes mondiaux, tels que les changements climatiques, doivent tenir compte des facteurs sociaux et des approches traditionnelles. Les structures économiques, environnementales, sociales ou culturelles doivent contribuer à la recherche de solutions durables aux réalités planétaires telles que les changements climatiques. Quelle qu'elle soit, la solution doit tenir compte de la microéconomie, de l'histoire, de la culture, de la tradition et des mutations de l'environnement.

Recommandations

Nous exhortons les États Membres à :

- a) Suivre les recommandations de la réunion du Groupe d'experts afin de renforcer les liens entre les dimensions sociale et environnementale du développement durable;
- b) Tenir compte des interactions entre les changements climatiques, l'alimentation, l'énergie, l'insécurité hydrique et leurs impacts sociaux, lors de la planification de stratégies nationales d'adaptation aux changements climatiques;
- c) Établir un lien entre les changements climatiques les inégalités, la pauvreté et l'insécurité alimentaire, hydrique et énergétique lors de l'élaboration des politiques;
- d) D'accorder, dans les plans d'aide au développement, la priorité à la préparation aux tempêtes et aux phénomènes météorologiques violents ainsi qu'à la résilience pour y faire face dans les pays vulnérables;
- e) Associer les populations locales et autochtones à la recherche de solutions d'adaptation de leurs pays aux changements climatiques et de réinstallation permanente;
- f) L'objectif de développement durable 13 sur les changements climatiques doit être pris en compte dans tous les principaux plans d'action et politiques dans le domaine social.

Conclusion

La Commission du développement social défend la cause des plus vulnérables depuis 1946. Les plus vulnérables sont ceux qui souffrent le plus des incidences des changements climatiques. Les ONG dont les activités aux Nations Unies s'inscrivent dans le cadre du développement social sont préoccupées par le peu d'attention accordé à la dimension sociale. À cet égard, les propos du Pape François

devant l'Assemblée générale le 25 septembre 2015 sont source d'encouragement pour nous. Le Pape a parlé de « grands groupes et secteurs qui sont vulnérables, victimes d'un pouvoir mal exercé, l'environnement naturel et l'immense cohorte des exclus, par exemple. Ces groupes et secteurs sont étroitement liés et sont de plus en plus fragilisés par les relations politiques et économiques dominantes. C'est pourquoi les droits de ces groupes doivent être défendus de façon résolue en protégeant l'environnement et en mettant un terme à l'exclusion. » Lorsque les trois dimensions du développement seront mieux intégrées, la dimension sociale sera renforcée et personne ne sera laissé à la traîne. La question des changements climatiques pourrait bien être le catalyseur d'une meilleure intégration.
